



CHAPITRE 9

Loi favorisant le règlement du problème du logement

[Sanctionnée le 9 mars 1950]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Ententes
autorisées.

1. Le gouvernement de la province est autorisé à conclure, avec le gouvernement du Canada ou tout organisme relevant de ce dernier, les ententes qu'il juge conformes aux intérêts et aux droits constitutionnels de la province, pour l'exécution de toute disposition législative ou mesure se rapportant au problème du logement.

Décrets.

Il peut adopter tout décret qu'il estime approprié pour l'exécution de ces ententes.

Corporations
municipales.

2. Les corporations municipales sont autorisées à participer avec le gouvernement de la province à l'exécution de toute entente conclue en vertu de l'article 1.

Conventions.

A cette fin, elles peuvent faire des conventions avec le gouvernement de la province et avec tout organisme relevant de ce dernier et autoriser toute dépense leur résultant de ces conventions.

Résolution.

Chacun de ces pouvoirs peut être exercé par résolution du conseil de la corporation municipale concernée.

Emprunts.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation de la Commission municipale de Québec, autoriser

CHAPTER 9

An Act to promote the settlement of the housing problem

[Assented to, the 9th of March, 1950]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Agreements
authorized.

1. The Government of the Province is authorized to make, with the Government of Canada or any organization under the control of the latter, such agreements as it deems consonant with the interests and constitutional rights of the Province, for the carrying out of any legislative provision or measure relating to the housing problem.

Orders.

It may make any order which it deems appropriate for the carrying out of such agreements.

Municipal
Corporations.

2. Municipal corporations are authorized to participate with the Government of the Province in the carrying out of any agreement made pursuant to section 1.

Contracts.

For such purpose they may make contracts with the Government of the Province and with any organization under its control and authorize any expenditure incurred by them in consequence of such contracts.

Resolution.

Every such power may be exercised by resolution of the council of the municipal corporation concerned.

Loans.

3. The Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Quebec Municipal Commission, may authorize any

toute corporation municipale participant à une entente visée par la présente loi à emprunter les sommes nécessaires pour solder, en entier ou en partie, les dépenses qui lui sont occasionnées par l'exécution de cette entente.

Pouvoir
d'emprunt
non af-
fecté.

Aucun emprunt contracté sous l'autorité du présent article n'a pour effet de porter atteinte aux pouvoirs d'emprunt que la corporation municipale possède en vertu de toute autre disposition législative.

Fonds
consolidé
du revenu.

4. Les dépenses encourues par le gouvernement de la province pour les fins de la présente loi sont payées à même le fonds consolidé du revenu.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

municipal corporation participating in an agreement contemplated by this act to borrow the sums necessary to defray, in whole or in part, the expenses incurred by it through the carrying out of such agreement.

No loan contracted under the authority of this section shall have the effect of impairing the borrowing powers possessed by the municipal corporation under any other legislative provision.

Borrower
power not
affected.

4. The expenses incurred by the Government of the Province for the purposes of this act shall be paid out of the consolidated revenue fund.

Consoli-
dated re-
venue
fund.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.